

Dossier ex-URSS : Mme DELCOUR

Simon PIERRE

Où en est le Caucase ?

Introduction historique:

La région du Caucase est historiquement circonscrite entre trois espaces qui l'influencent depuis au moins le XII^e siècle : l'Anatolie Byzantine, Türkmene puis Ottomane ; l'Iran Bouyide Chiite, Türkmene puis Séfévide Chiite; les plaines Khazares, Tatares puis Tsaristes.

Ces trois entités géopolitiques ont toujours considéré l'espace transcaucasien comme leur « étranger proche », or ce fut la Russie impériale qui s'appropriera le nord-caucase, au prix d'une importante colonisation cosaque, et la Transcaucasie (Géorgiens Chalcédoniens, Arméniens Monophysites et Azeri Chiites). L'Union Soviétique s'est finalement emparée de l'éphémère république transcaucasienne, avec le soutien des « indépendantistes » Kémalistes (qui ont pu à cette occasion re-conquérir l'espace pontique et ouest-arménien) ; tandis que l'Iran Pahlavi était en situation de faiblesse.

Le Caucase contemporain renoue avec cette situation géopolitique instable entre trois espaces concurrentiels, pourtant, pendant 70 ans, son destin a été uni à celui de l'URSS ce qui a contribué à « russifier » les cultures politiques locales, les relations entre communautés, les références socio-économiques...

I : L'histoire d'une décomposition :

1) Le douloureux morcellement de la Géorgie (1989-1994)

Lors de l'effondrement du communisme, les trois RSS transcaucasiennes constituées sous le secrétariat de Lénine obtiennent « naturellement » leur indépendance, ceci va occasionner, comme dans le cas yougoslave, de considérables tensions intercommunautaires, liées à l'étroite imbrication des découpages « ethniques » constituées sous le secrétariat de Staline, fidèle à une logique « d'autodétermination des peuples ».

L'instabilité débute entre la Géorgie, une des premières RSS à rompre avec Moscou, et 4 provinces sécessionnistes, les RAS d'Ossétie du Sud (iranophones orthodoxes), la RAS d'Abkhazie (circassiens méridionaux, orthodoxes et sunnites), la Région Autonome d'Adjarie (Géorgienne musulmane-Laze) et la Région Autonome arménienne au sud. Dans le cas des 2 régions autonomes, un statut d'autonome élargie est finalement établi, sous la pression turque dans le premier cas, sous la pression russe dans le second. Pour les deux républiques autonomes, néanmoins, la Russie appuie les vellétés d'indépendance des insurgés.

Dès novembre 1989, le soviét suprême d'Ossétie du Sud vote l'unification avec l'Ossétie du Nord, équivalent à une intégration à la RFS de Russie ; le parlement géorgien révoque cette décision et abolit l'autonomie de la RAS ; en janvier 1991, l'armée Géorgienne bombarde Tskhinvali et les forces géorgiennes déportent les habitants, ce qui occasionne des massacres. En juin 1992, Chevardnadze et Eltsine signent le traité de *Dagomys* mettant fin au conflit, des forces de maintien de la paix composées de russes, ossètes et géorgiens se partagent le territoire tandis que, fictivement, l'intangibilité des frontières (condition sine qua none des accords de la CEI) est maintenue.

L'Abkhazie, elle, avait été rétrogradée en RASS en 1931 (Staline était Géorgien) et soumise à l'autorité de Tbilissi, dirigée par son fidèle allié, Beria. Cependant, à partir du secrétariat de Krouchtchev, la russification progressive et les politiques nationales de Moscou unissent le

nationalisme abkhaze et la Russie. En février 1992, après 9 mois d'indépendance et un coup d'état, la Géorgie annonce l'abolition de la constitution soviétique, ce qui, pour les autonomistes, équivaut à une abolition du principe fédéral. Ils font sécession en juillet, ce qui entraîne une violente offensive géorgienne et une défaite temporaire, avant, en 1993 que des paramilitaires russes (et, on le verra, des jihadistes pan-caucasiens) ne leur viennent en aide, et ne poussent Chevardnadze, en août, à conclure une trêve, dont profitent en septembre les rebelles pour reprendre Sukhumi ; le front se fige alors jusqu'à aujourd'hui.

Dans les deux cas, on aboutit à une sorte de *statu quo*, les républiques sont indépendantes *de Facto*, mais même Moscou, qui a de puissants intérêts à garder le contrôle des cols du Caucase, refuse de reconnaître les sécessionnistes tout en installant des bases militaires dans la région.

2) La conflit Arméno-Azeri du Nagorno-Karabagh :

La Région Autonome du Nagorno-Karabagh déclare son indépendance deux semaines après la démission de Gorbatchev, en janvier 1992 ; soucieuse d'affranchir son identité arménienne monophysite d'une tutelle turcophone chiite, et en réaction aux nombreuses émeutes anti-arméniennes de Bakou depuis le début de la Perestroïka. Immédiatement, l'ex-RSS d'Arménie entre en guerre contre son voisin, et occupe les communes Azeri intermédiaires, provoquant un violent exode des populations musulmanes, et des expulsions d'arméniens azerbaïdjanais en retour. Les rebelles, ainsi que de nombreuses milices de la diaspora (syriens, russes...) ont emporté plusieurs victoires, qui déstabilisèrent fortement le régime à Bakou.

Logiquement, la Région Autonome de l'exclave du Nakhiçewan, peuplée de turcophones chiites, mais historiquement liée à l'espace anatolien se retrouvait privé de contact physique avec Bakou, prise au piège entre l'Arménie et l'Iran qui la soutenait ; son seul débouché redevenant la Turquie, la petite principauté tombait sous la dépendance de son puissant voisin.

3) La première guerre de Tchétchénie :

La Russie est elle aussi aux prises avec l'une des 6 républiques nord-caucasiennes, la Tchétchénie, ethniquement homogène, à très large dominante sunnite ; dont les tribus furent parmi les dernières de tout le Caucase à se soumettre à l'ordre tsariste à la fin du XIX^e siècle.

En 1992, elle proclame son indépendance, Boris Eltsine, à peine assuré du soutien (contraint...) de la Douma, envoie ce qui reste de l'armée soviétique à l'assaut de Grozny, la guerre est dure, mais s'achève elle aussi sur un *statu quo*, suite à une série de traités et la reconquête de Grozny par les rebelles. La Tchétchénie reste 'indépendante', et aucun pays ne prend le risque de la reconnaître. Il faut, à ce sujet, constater que si la tension n'a pas cru jusqu'à l'opposition armée, la RAS du Tatarstan dans la moyenne Volga, a elle aussi obtenu une quasi-indépendance pendant près d'une décennie...

II : Le contexte du XXI^e siècle :

A partir de 1994, cette (dé)structuration du Caucase postsoviétique va rester pratiquement inchangée jusqu'à aujourd'hui, à l'exception de la « reconquête » de la Tchétchénie par Moscou en l'an 2000. Le nouveau régime, sous Vladimir Poutine, est d'ailleurs soucieux de restaurer la souveraineté fédérale dans ses frontières internationales, ce qui passe par nombre de refontes institutionnelles contraires à la constitution Eltsinienne de 1993 : les présidents et gouverneurs des républiques, Kraï, Oblaste et Okrougs passent progressivement sous un mode de désignation centralisé, les pouvoirs des assemblées et parlements locaux sont profondément restreints.

1) Une situation socio-économique catastrophique... et partagée :

Le Caucase est cependant caractérisé, comme la totalité des régions postcommunistes, par une récession sans précédent, mauvais élèves de l'URSS, les 3 états, les 6 républiques russes et les trois entités non reconnues ont été très durement marqués par la fin de l'économie planifiée.

a) Démographie :

L'étude de l'évolution démographique des républiques du Caucase est hautement intéressante, on constate que la Géorgie est le premier pays dont le Taux de Fécondité a rejoint les 2,5, la norme occidentale à l'époque, dès 1970, et jusqu'en 1985, à partir de quoi il s'est effondré ce qui a de graves conséquences sur la décroissance de la population (-10% en 20 ans !). L'Arménie, plus conservatrice, n'a rejoint ce palier des 2,5 enfants par femmes qu'en 1982 avant de s'effondrer elle aussi suite à la chute de l'URSS. Enfin, l'Azerbaïdjan, beaucoup plus « en retard » à ce point de vue avait encore près de 3 enfants par femmes sous Gorbatchev, et semble se stabiliser à 2 durant la dernière décennie.

Parmi les républiques Russes, seule la Tchétchénie connaît encore au XXI^e siècle une natalité (largement) supérieure à 2% par an, un taux que même le Daghestan et l'Ingouchie, ses voisins, ne connaissaient plus depuis 1995. Les deux républiques circassiennes ont eu des taux de natalités structurellement plus bas, et leur croissance est actuellement quasi-nulle, du fait de la forte présence russe (près d'1/3 de la population). Une situation encore plus nette en république des Adiguéens où les Russiens sont près de 70%. L'Ossétie connaît une stagnation démographique à peu près équivalente à l'Arménie ou au Kraï de Stavropol'.ⁱ

Pourtant, une tendance structurelle semble se profiler depuis 2005, la fécondité remonte un peu partout en Russie comme dans le Caucase et les taux de croissance naturelle de nombreuses républiques (à l'exception de la Géorgie) semble redevenir positif, signe d'une relative reprise de confiance des ménages postsoviétiques.

b) Production :

En terme de PIB par habitant, la Géorgie, pays relativement moderne à l'époque soviétique a connu une chute de sa production de 75% entre 1985 et 1995 (de 2000\$ à 450\$), et la lente reprise de ces dernières années ne lui donne que 65% de son niveau soviétique (1250\$) ; l'Arménie, de son côté, très arriérée avec un PIB/hab de 800\$ en 1990 a retrouvé ce niveau dès 2003 et depuis, l'afflux de devises de la diaspora tend à porter ce dernier au double de son niveau traditionnel (1600\$) à l'horizon 2010. Enfin, l'Azerbaïdjan, qui a tardé à reprendre, a rattrapé en 2005 son niveau de 1990 à 1200\$ grâce à la croissance des prix des hydrocarbures (dont ses ressources sont proportionnellement faramineuses), et pourrait avoir doublé en 5 ans.

Les républiques russes suivent à peu près le même développementⁱⁱ, les 3 républiques « circassiennes », l'Ossétie-Alanie et le Daghestan (grâce aux hydrocarbures) avaient en 2004 un PIB/hab d'environ 1000\$, ce dernier s'est accru en moyenne de 80% en 5 ans, avoisinant les 1800\$, à l'exception de la Kabardino-Balkarie, seule l'Ingouchie, en dépit d'un taux de croissance avoisinant les 15% stagne encore en dessous de la barre des 1000\$, la Tchétchénie elle a réussi à la franchir en 2008.

Ces chiffres ne sont bon que relativement à l'état de délitement des années 1990, en réalité, il reste médiocre en comparaison du district fédéral sud, passé de 1600\$ à 2600\$ par habitant dans le même temps, lequel est le district le moins riche de la fédération, qui est elle passée de 3200\$ à 5300\$ par habitant, il est à rappeler que ce PIB/hab moyen de 1800\$, dépasse à peine le seuil habituel accordé aux PMA. Par comparaison, la Turquie a des données qui avoisinent celle de la Russie, talonné par l'Iran, aux alentours de 4000\$/hab (ces deux pays ayant, de plus, une relativement forte croissance démographique... Le Caucase est donc une enclave sous développée dans un environnement régional émergent.

2) Géopolitique et géo-économie :

L'Arménie accepte bon grè mal gré une tutelle russe qui la protège de ses voisins (Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie), tandis que Bakou et Tbilissi jouent l'équilibre entre la Turquie, parrain de l'OTAN dans la région et Moscou, qui ne tolère aucune « ingérence » occidentale dans SON « étranger proche ».

L'isthme caucasien est un nœud de communication naturel depuis des millénaires, son importance est renforcée par l'acheminement des hydrocarbures de la Caspienne vers l'Occident, le gazoduc nord-caucasien, qui passait par Grozny a ainsi été détourné sur plus de 300km par les autorités russes suite aux accord de Kassav-Yurt, il passe désormais par le Kraï 'cosaque' de Stavropol'. L'Union Européenne, et en premier lieu son associé turc a financé et contribué à assurer une liaison gazière et pétrolière à travers le seuil de Tbilissi, depuis Bakou, vers Erzerum (en arménie Turquie) pour le Gazoduc et le port de Ceyhan (en Cilicie Turquie) pour l'oléoduc.

De nouveaux projets de pipe-line sont dans les cartons, la Russie privilégie l'évitement du Caucase, par des passages sous la mer noir vers la Turquie et/ou les Balkans, tandis que les Européens se proposent de financer un réseau gazier, qui rejoindrait à terme le Turkmenistan (producteur de premier plan), par la Caspienne (ou l'Iran), Bakou, la Géorgie et la Turquie...

Pourtant, cette entreprise considérable peine à trouver des financement, tandis que Berlin est largement engagée avec Moscou dans un contrat gazier, le North-Stream, qui passera en 2012 par la Baltique. La viabilité d'un projet qui s'arrêterait à l'Azerbaïdjan est compromise par les faibles ressources gazières de ce petit pays, qui joue la carte de l'occident, et mène actuellement un politique de dé-russification (ou de re-turquisation) de ses patronymes. Le Turkmenistan, par contre, soucieux d'une totale neutralité stratégique, préfère regarder du côté chinois, mal pourvu en hydrocarbure russe, plutôt que de provoquer Moscou sur son marché d'exportation européen.

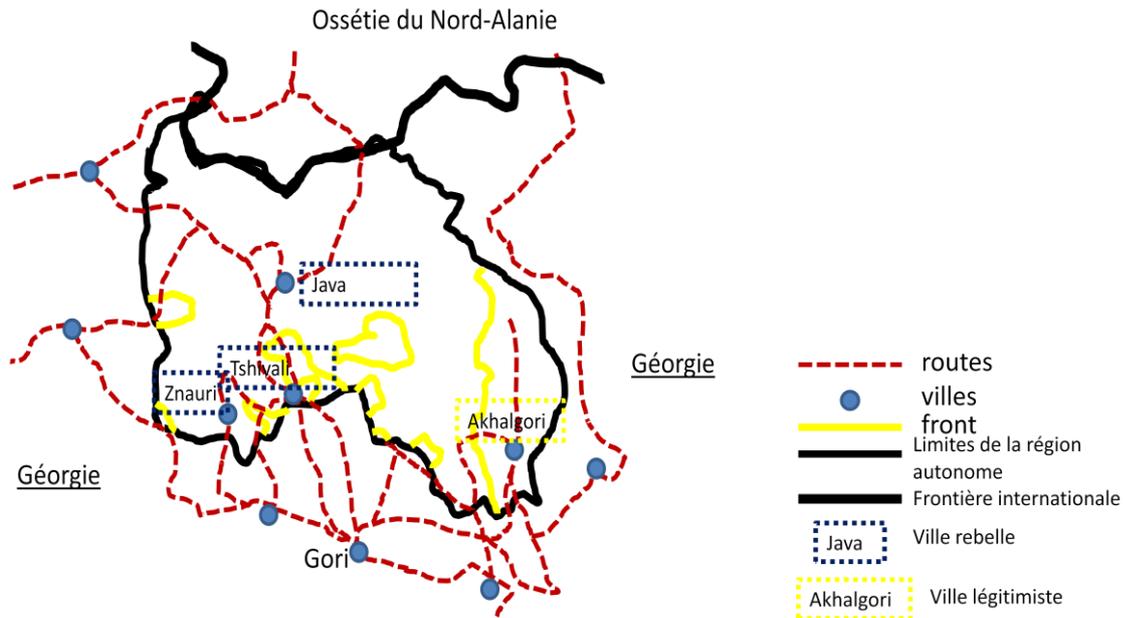
3) La question ossète :

D'un point de vue stratégique, il est notable que si Chébarnazé privilégiait l'équilibre entre Bruxelles et Moscou, Sakhachvili qui l'a renversé sur une rhétorique anti-russe renouvelle régulièrement une demande d'intégration dans l'OTAN, ce que les occidentaux se refusent à faire, pour ne pas contrarier leur partenaire du Conseil de Sécurité.

En aout 2008, le nouveau régime de Tbilissi, mettait ses menaces à exécutions et tentait la « reconquête » de l'Ossétie (dont l'autonomie à quelques dizaines de km de la présidence géorgienne était un problème intérieur bien plus large que dans le cas abkhaze). Peut être la Géorgie « des roses » pensait-elle que la Russie resterait insensible ? Peine perdue, le lendemain, Moscou menait sa première campagne militaire en dehors de ses frontières internationales depuis 1988 et le retrait d'Afghanistan. Le président Sakachvili se retirait en conséquence de la CEI, incapable d'assurer la close d'inviolabilité des frontières, la Géorgie devenait ainsi le seul pays ex-soviétique à avoir rompu radicalement avec Moscou.

Si le régime Poutine-Medvedev présentait jusqu'alors une bonne volonté sur le dossier des bases militaires d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, ce bref (mais meurtrier) conflit a ruiné dix années de pressions et de tractations : Moscou restera à moyen terme en Transcaucasie, la candidature géorgienne à l'OTAN sera reléguée aux cartons...

En réaction à cet épisode, (et 6 mois après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par la Turquie et les Occidentaux) la Russie reconnaissait l'indépendance des deux entités sécessionnistes, sans toutefois pousser le dossier aux Nations Unis.



III : Ré-Islamisation et Jihad nord-caucasien :

Le 27 mars 2009, Medvedev rencontrait son chef de gouvernement, A. Bortnikov pour statuer d'une fin des opérations militaires en Tchétchénie. Pour autant, l'activité militaire semble se développer depuis un an et demi, à travers tout l'espace nord-caucasien, signe que les espoirs des *Mujahidin* arabes d'insurrection régionale islamique ont dépassé la seule lutte d'autodétermination Tchétchéne... De fait en Tchétchénie, « l'ordre » semble bel et bien restauré...

Revenons sur l'histoire Tchétchéne, et sur l'évolution de nature de la résistance tchétchéne.

La deuxième guerre commence au lendemain d'une tentative d'insurrection salafiste au Daghestan voisin, arguant du risque de contamination régional des activistes (pan-)islamistes hébergés en république autoproclamée de Tchétchénie, Moscou se lance à la reconquête de Grozny.

1) Maskhadov et les Kadyrov : islamisation de la rhétorique :

a- Aslan Maskhadov

Il n'a jamais été considéré comme un partisan du pan-islamisme caucasien. Il intègre la république autoproclamée fort d'une rare expérience militaire dans l'armée soviétique. Il est donc propulsé à la tête de l'Etat Major indépendantiste en 1994. Au premier plan des négociations de 1996 à Nazran (Ingouchie) et de Kassav-Yurt (Daghestan), il hérite l'année suivante, *de facto*, du pouvoir de Dudayev dont il prolonge et accentue même le caractère ultra-autocratique.

Néanmoins, la situation sociale (40% de réfugiés en Ingouchie), économique (industries et infrastructures en ruines), politique (les seigneurs de guerre dont Basayev et son vice président Arsanov restent inamovibles) et sécuritaires (enlèvement, assassinats et exécutions publiques se succèdent) est catastrophique. Cette 'dépression' profite à son adversaire Shamil Basayev, lors des élections de décembre.

Ce dernier, fort du soutien des combattants et des financiers arabes, est le tenant d'une ligne pan-caucasienne et islamique dure. Maskhadov est alors contraint de lui concéder le poste de vice-premier ministre en 1997-1998 et l'introduction de la Sharia. Il comprend trop tard la gravité de

l'offensive des milices arabo-tchéchènes au Daghestan voisin (décembre 1999) pour la viabilité de son pouvoir et tente une conciliation avec Vladimir Poutine.

Il est contraint d'appeler à la résistance, sous le terme de *Ghazawat*, une connotation évidente aux guerres prophétiques contre les clans Mekkois dans l'Arabie hégirienne. Il perd progressivement l'ascendant dans le camps rebelle, tandis qu'un nouveau régime, pro-russe, s'implante à Grozny.

b- Le clan Kadyrov

Nul ne sait si Moscou s'est intéressé à Ahmad Kadyrov en raison de son autorité spirituelle, (diplômé de la Madrasa de Bukhara, Grand Mufti de Grozny depuis 1995), ou si ce leader spirituel indigène a craint pour son pouvoir face à l'ascension des écoles salafistes à partir de 1997 au sein de l'appareil d'Etat. Toujours est-il que paradoxalement ; l'allié des Russes est bien plus un 'islamisateur' que son prédécesseur.

Ahmad Kadyrov aurait d'ailleurs, du temps de la 'guerre d'indépendance', déclaré que « *les Russes étant bien plus nombreux que les Tchétchènes, chaque tchéchène devrait en tuer 150* » justifiant de ce fait des attaques contre les civils. Assassiné en mai 2004 par ses opposants de la guérilla, il laisse le pouvoir à son fils Ramzan (chef de milice à la tête du clan familial depuis 1995) tout d'abord au poste de premier ministre d'Alu Alkhanov pendant son intérim.

Ce dernier réintroduit dès 2005 des éléments de la Sharia, dont l'interdiction de l'alcool (traditionnellement admis dans tout le Caucase Nord). Après près de 90 ans de rapports sexuels sécularisés, il légifère sur la question du foulard, en rendant le port obligatoire en 2006.

2) Basayev et Umarov, de la résistance au jihadisme global :

Face à lui, deux hommes se sont illustrés dans la guérilla depuis 2000, tous deux ont été éliminés par les services russes ces dernières années, il s'agit de Dukka Umarov et de Shamil Basayev.

a- Shamil Basayev

Celeader illustre du point de vue occidental la connexion entre guérilla pan-caucasienne et salafisme jihadiste arabe. Il est issu du clan Benoy, un ennemi des plus forcenés de la présence russe au XIX^e siècle, un des partisans les plus acharnés de l'éphémère Emirat du Caucase-Nord, écrasé par l'armée rouge en 1921. A la différence des autres leaders tchéchènes, Shamil n'a pas de bagage universitaire ou militaire élevé, c'est peut être ce qui explique son attitude « hétérodoxe ».

Il aurait participé, dès le début de la sécession de Dudayev, au détournement d'un avion russe et aurait été exfiltré par Ankara, initiant ainsi la tactique terroriste et médiatique de la guerre moderne. Reprenant le flambeau du Jihad Pan-caucasien il aurait participé à la guerre d'indépendance Abkhaze, puis, en 1994, serait venu au secours de l'armée Azeri au Karabagh. C'est alors qu'il aurait rencontré le combattant arabe Ibn Al-Khattab.

De 1995 à 1998, il semble se stabiliser politiquement au sein de la république autoproclamée d'Ishkérie, mais rompt définitivement avec le pouvoir central au cours de l'année 1998. Il aurait été influencé par un Jihadiste Salafiste du nom de Movladi Udugov, qui l'aurait persuadé de soutenir l'insurrection Daghestanaise, avec ses troupes « abkhazes » et les légions arabes d'Ibn al-Khattab. On le suspecte d'avoir tenté par là même de renverser le pouvoir de Maskhadov à Grozny, profitant de l'offensive punitive russe.

Après les attentats du 11 septembre, Basayev devient l'ennemi idéal de Moscou dans la « guerre globale contre le terrorisme », il est alors accusé par les services américains de collusion avec Al-Qaida en Afghanistan et de transferts de combattants. L'année suivante, il revendique l'attentat du théâtre de Moscou, qui symbolise le passage de la résistance Tchétchène au « terrorisme international ». Suivent une série d'attentats sanglants au cours de l'année 2003, où il prend le nom à connotation islamique de *Amir* 'Abd-Allah Shamil Abû-Idrîs. En Aout 2003 Colin Powell l'incluait comme menace officielle pour la sécurité des Etats-Unis.

En mai et juin 2004, Basayev revendiquait l'assassinat d'Ahmad Kadyrov le mois suivant le raid anti-gouvernemental de Nazran en Ingouchie, en septembre, la prise d'otage de Beslan. La raison revendiquée de cette stratégie terroriste repose sur le diptyque « l'indépendance contre la sécurité », sans réellement prendre en compte l'enjeu de politique intérieure des autorités de Moscou, qui ne peuvent se permettre de faiblir... En août 2005, Basayev devient vice-président des forces rebelles, aux côtés de Dukka Umarov, il est abattu l'année suivante par un attentat revendiqué par le FSB.

b- Dukka Umarov

C'est bien la personnalité la plus ambivalente et controversée de la « résistance Tchétchène », il participe à la première guerre et devient « l'homme-sécurité » du régime Maskhadov, il est alors à l'initiative de la réconciliation entre deux clans « modérés » et « islamistes ». Peu après, pourtant, démis de ses fonctions, il rejoint les rebelles de Basayev, avec la direction des fronts Ingouches et Géorgiens.

Ce n'est qu'en juin 2006, en succédant à Sheikh AbdulHalim qu'il arrive réellement au devant de la scène, il tente de se rallier les jihadistes et officialise une 'Jihad Russe' généralisé dans la Volga et l'Oural. En 2007, il proclame l'Emirat du Caucase rompant définitivement avec les « modérés » menés par le ministre des affaires étrangères en exil, Ahmed Zakayev. Il réfute pourtant toute qualification d'islamiste radical, se présentant comme traditionnaliste et condamnant certaines actions terroristes de Basayev, notamment la prise d'otage de Beslan.

On peut le considéré comme un « nationaliste pan-caucasien » plus que comme un affidé du terrorisme global. Il est à l'heure actuelle le chef officiel et incontesté des centaines de « guerilleros » qui parsèment les vallées de la chaîne du Caucase.

3) Actualité nord-caucasienne

L'actualité russe fait bien état d'un certain regain des activités militaires depuis 2009, d'une guérilla quasi-exclusivement dirigée contre les forces de l'ordre, et d'assassinats ciblés contre des dignitaires politiques locaux et même contre quelques mollah pro-russes...

Depuis 2009, on note une certaine persistance des actions de guérilla dans le Nord-Caucase Oriental, avec, cette fois, une prédominance certaine pour les républiques frontalières du Daghestan et d'Ingouchie, dont les peuples majoritaires (Avars et Vaynakhs) partagent une identité proche et une même histoire de résistance à l'ordre russe. En parallèle, les services russes mènent désormais un certain nombre de raids dans les montagne de Kabardino-Balkarie, la république nord-caucasienne la plus proche de cet épiceutre, qui semble servir, depuis 2000, de retraite aux combattants Est-Caucasiens.

On peut définir quelques inflexions d'orientation récenteⁱⁱⁱ : des assassinats politiques (et tentative dont une contre Ahmad Kadyrov), attentats par mine improvisées contre les convois russes. La Russie revendique l'élimination de nombreux chefs de brigades dans les trois républiques, dont le

fameux algérien Dr Mohammed et le bras droit de Dokku Umarov, Rizwan Osmanov, ou encore Alexander Tiromirov (alias Said Buriat) le cerveau de la prise d'otage de Beslan. En parallèle, des éléments jihadistes ont mené 2 attaques terroristes, l'une sur le train Moscou-Petrograd en novembre dernier et en mars, l'attentat du métro de Moscou.

Le régime en Tchétchénie est désormais une exception en Russie, le pouvoir moscovite y a concédé la mainmise du clan Kuna sur le pays, en nommant le fils d'Ahmad Kadyrov comme président, à peine passée l'âge seuil pour la fonction suprême, lequel impose toujours plus profondément son autocratie, un népotisme sans limites, et fait régner une terreur « médiévale » selon les termes de l'opposant Baysarov, éliminé en 2006. Ce n'est pas, cependant, une constante de la politique Russe au XXI^e siècle que de favoriser la monarchie au sein de ses républiques, Poutine a en effet mené une véritable offensive contre l'un des Despotés les plus fameux comme l'inamovible président du Tatarstan, Mintimer Chaïméc, qu'il est finalement parvenu à destituer en février 2009 après 30 ans d'un pouvoir népotique sans partage.

La Russie n'a pas toujours un comportement très habile, récemment, assez gêné, Ramzan Kadyrov a ordonné le démantèlement du monument aux morts dans la déportation Tchétchène (1944-1957) érigé par Dudayev, à l'entrée de la ville, pour le faire reconstruire dans un lieu plus isolé.

IV : Pacification des relations trans-caucasiennes :

1) Impact politique de la guerre du Karabagh

Les conséquences politiques du conflit du Karabagh ont aussi été importantes, Levon Ter-Petrossian, leader de l'indépendance arménienne fut renversé en 1998 pour avoir accepté de désoccuper les territoires azeri du Karabagh, ce qui conduisit un Karabaghi, Robert Koçarian au pouvoir sur une ligne plus dure. Même si les négociations se sont sporadiquement poursuivies tout au long de son mandat, c'est finalement son héritier politique, Serzh Sargsyan, élu en 2008 après des élections peu conformes, qui prend en main la normalisation avec Ankara, sans chercher à résoudre à court terme la situation à l'est.

Pour la communauté internationale, et l'Arménie officielle elle-même, le Karabagh n'est ni arménien, ni un état indépendant reconnu ! Pourtant, sa participation au conflit est avéré et a justifié le blocus total infligé par la Turquie (lequel a entre autre conduit au détournement de la principale voie de chemin de fer Kars-Bakou par la Géorgie).

Du côté Azeri également, la dynastie Aly(ev), originaire du Nakhiçevan, et habituée à le gouverner de manière autonome depuis l'époque soviétique, et ce avec de puissants liens mafieux a pris le pouvoir en la personne de Haydar (m.2003). En effet, en 1993, après la chute du président ex-soviétique Mutalib(ov), pour avoir mal géré l'évacuation des communes azeris du Karabagh, puis de son successeur Elçibey, déposé par un coup d'Etat, dans le contexte de l'échec de sanglantes contre-offensives sur le plateau, Aly(ev), depuis son exclave, est appelé comme négociateur, puis invite Elçibey dans son 'pays'... mais reste à Bakou. Il est ainsi élu en octobre 1993 ; son fils lui succède dans le cadre d'élections bien peu transparentes en 2003.

2) Vers un 'axe' Ankara-Erevan-Teheran ?

Le 6 septembre 2008, Abdüllah Gül, fraîchement nommé président de la Turquie, et un mois à peine avant la « contre-offensive » russe en Ossétie, entamait une visite d'état officieuse à Erevan, chez son homologue Serzh Sargsyan, sous le prétexte d'un match de football.

L'opposition arménienne a estimé qu'il fallait d'abord revoir le dossier du génocide de 1915, mais surtout, commencer, avant de dialoguer, par rétablir les relations diplomatiques, et commerciales (les frontières sont toujours fermées).

En Azerbaïdjan, la presse a parlé de trahison, semblable à l'ouverture de la frontière irano-arménienne en plein conflit du Karabagh, et les journaux azeri d'ajouter leur incompréhension des motivations d'Ankara, (contrer la Russie, plaire aux européens, s'ouvrir un marché...) Mais d'autres analystes azeri pensent au contraire, et à juste titre, que l'extension de l'influence turque dans le Caucase donnera plus de moyen au « petit-frère » azeri pour faire valoir ses droits, sur le plateau sécessionniste.

Cependant, l'Arménie semble prise au piège entre deux alliances contradictoire (Moscou et éventuellement Ankara), bien que l'axe d'amitié irano-arménien, lui, puisse perdurer, en vertu du changement drastique de la diplomatie turque avec son voisin persan depuis l'avènement de l'AKP. Sargsyan entamait immédiatement une tournée en occident pour convaincre la diaspora, principal pourvoyeur de devises, de la justesse de la démarche. En octobre 2009, les deux pays signaient à Zürich un accord de normalisation, en présence de la secrétaire d'Etat américaine et du ministre français des Affaires Etrangères, prévoyant la réouverture des frontières.

L'opposition ultra-nationaliste du parti Dashnak en Arménie revendique une fermeté sans faille, et reçoit de ce fait un soutien de la diaspora (essentiellement ex-anatolienne, donc liée de près ou de loin aux évènements de la grande guerre). Pourtant, l'accord inclut bel et bien une clause pour une commission d'historiens bipartite sur cette douloureuse histoire. De fait, suite au vote, en mars dernier, de la reconnaissance du terme de « génocide arménien » par les parlementaires américain, si les positions d'Ankara ont pu se raidir quelque peu à l'égard de Washington, les autorités turques annoncèrent refuser de ralentir leur stratégie de pacification de l'espace caucasien. Peu après en novembre, les président Sargsyan et Ilham Aly(év) se rencontrèrent à Munich, signe d'une certaine compréhension de cette nouvelle voie de résolution du conflit.

La présence intensive de la Turquie sur le dossier du nucléaire iranien ou dans la querelle syro-irakienne implique-t-elle, au travers d'une diplomatie tout azimut, la formation d'un axe Ankara-(Erevan)-Teheran, qui devra passer outre le traditionnel alignement Teheran-Erevan-Moscou, sans pour autant compromettre l'axe Bakou-(Tbilissi)-Ankara

3) GUAM, OTSC et OCEMN

Le GUAM est une autre voie intéressante d'alignement dans la région. Fondé en 1997 en réaction à l'OTSC (fondé en 1992) qui regroupait initialement tous les membres de la CEI, il réunit tous les Etats hostiles à la Russie, mais dont l'OTAN refuse l'intégration pour ne pas froisser Moscou. Il regroupe aujourd'hui l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, Avec le retour de l'Ouzbekistan de l'autocrate Karimov dans l'OTSC (après l'explosion de violence du Ferghana (qui met aux prises le Tadjikistan, allié historique de la Russie, le Kirghiztan et l'Ouzbekistan à une guérilla jihadiste proche des talibans), et étant donné la neutralité affichée par le Turkmenbashi et son successeur à Ashkhabad, le GUAM est un alliance caucaso-pontique qui implique directement la Turquie en tant qu' « observateur », ce qui lui donne un rôle naturel de délégué OTANien auprès de région « trans-otaniennes ».

En parallèle, il est à noter que l'Iran est en cours de ratification de son adhésion à l'OTSC, ce qui consacrerait son lien avec Erevan et Moscou. Il n'est pas lieu ici de parler en profondeur du soutien turc aux positions iraniennes, mais cette diplomatie toute azimut d'Ankara montre sa véritable (et assez récente) position de leader régional.

Rappelons finalement que la Turquie est à l'initiative de l'Organisation de la Mer Noire (OCEMN) dont le siège est à Istanbul, et qui joue une véritable rôle de médiateur dans la crise Géorgienne, Ankara a de bonnes relations avec Moscou, tout en étant un des premiers investisseurs en Géorgie (avec les EAU), où elle représente plus de 20% du commerce extérieur en 2008. Tbilissi profite en effet très largement d'un afflux sans précédent d'IDE depuis 2004, dans un pays à la législation souple et aux potentialités énormes^{iv}. Ankara propose désormais sa médiation sur le dossier de la guerre de 2008, à travers un groupe de coopération comprenant également l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Elle s'est rangée aux côtés de la France et de l'Allemagne lors du Sommet de l'OTAN de Bucarest en avril 2008 pour refuser de reconnaître la candidature de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, ce qui lui donne plus de poids encore dans la négociation avec Moscou.

Conclusion et problématiques:

Si le Caucase reste, à la lumière de cet exposé, un enjeu majeure de géopolitique au XXI^e siècle, il est également largement oublié par l'actualité internationale, et ce en dépit des problématiques qu'il soulève :

-L'avenir de l'état-nation et des organisation régionales dans un espace fragmenté qui a besoin d'unité

-L'incapacité des organismes internationaux à résoudre des conflits vieux de 2 décennies.

-L'équilibre entre usage économique de l'isthme caucasien, et le maintien de l'idée reçue d'un espace condamné à l'instabilité, « à deux heures d'Athènes »

-Les rapports de force entre Russie et OTAN sur le dossier Géorgien, qui démontrent les limites du « nouvel ordre mondial »

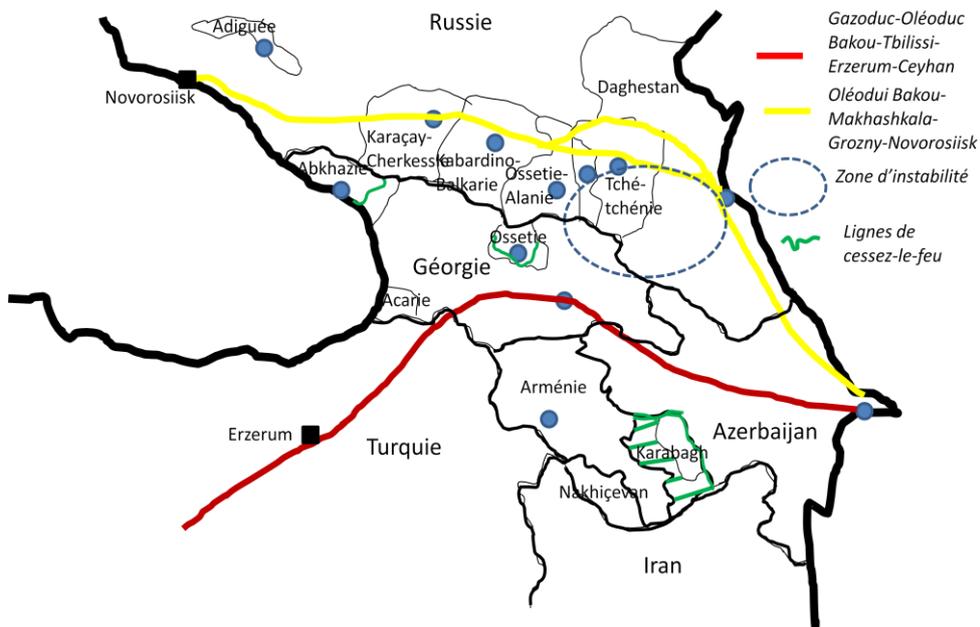
-Le rôle de la Turquie comme intermédiaire de premier plan dans toute la sous-région, à l'heure où l'UE semble tarder à l'inviter à rejoindre la communauté, ce qui pourrait à terme mener Ankara à développer une stratégie sinon antioccidentale, en tout cas de plus en plus autonome.

-Les liens, alliances, subordinations mais aussi la confusion dans l'esprit des analystes et cercles décisionnels internationaux entre d'une part guérilla indépendantiste de tradition musulmane et jihadiste et d'autre part les structures internationales « terroristes » et arabo-salafistes, par nature « jusqu'aboutistes ».

Annexe I : La mosaïque ethnique caucasienne :



Annexe II : L'isthme caucasien en géostratégie



ⁱ <http://www.gks.ru/>

ⁱⁱ Rosstat : Tous les chiffres sont donnés sur la base de 30 roubles pour 1\$ (taux moyen depuis 2004) et en dollars constant de l'an 2000 (environ 35% de moins que le \$ actuel)

ⁱⁱⁱ <http://newsru.com/russia>

^{iv} Depuis la guerre, la situation économique Géorgienne s'est effondrée, les IDE se sont complètement taris en raison du renouveau du risque militaire mais aussi de la crise globale, et la récession n'a pu être évitée en 2009 ; après trois années de croissance « asiatique ».